

Pour la construction d'un parti des travailleurs, communiste et révolutionnaire  
« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » (Karl Marx)

## ***Zéro euro pour les héros ?***

***Pendant le confinement, on les applaudissait tous les soirs. Seulement voilà, le gouvernement n'a pour l'instant pas fait grand-chose d'autre que... de les applaudir. Aux hospitaliers, il propose une médaille et les honneurs du 14 juillet, ainsi qu'une « prime Covid », mais pas pour tout le monde et pas au même montant ! Voilà qui donne le ton du « Ségur de la santé », inauguré ce lundi en grande pompe par Édouard Philippe.***

### **Ségur truqué**

Donc sept semaines de 'négociations' à venir, sur l'avenir de l'hôpital : « *C'est aux acteurs [de terrain] de prendre la parole. Et je voudrais qu'on les écoute* », dit Édouard Philippe. Comme si les hospitaliers l'avaient attendu pour faire entendre leurs revendications : arrêt des fermetures des lits et des suppressions de postes, embauches massives, titularisation des contractuels, augmentation de 300 euros net pour toutes et tous.

Ces revendications, tout le monde les connaît depuis la grève des urgences, commencée il y a plus d'un an et relayée par nombre de mouvements dans les hôpitaux, Ehpad, maternités, hôpitaux psychiatriques... L'automne dernier, le gouvernement faisait encore la sourde oreille. Aujourd'hui ?

### **L'assassin au chevet de sa victime**

Dans le viseur d'Édouard Philippe : les « *blocages* » du monde hospitalier. On croit rêver. Qui bloque les salaires dans le secteur public depuis dix ans, si ce n'est l'État ? Qui bloque le budget de l'Assurance maladie, qui chaque année augmente moins vite que les dépenses de santé ? Une politique d'austérité qui conduit à fermer des lits, des services et à supprimer des postes. L'État pourrait encore reprendre une partie de la dette des hôpitaux, cela ne changera rien tant que les moyens ne suivront pas ! Macron, Philippe et Véran au chevet de l'hôpital public ? Cela ressemble fort à un mauvais polar où l'assassin viendrait au chevet de sa victime.

Pour éviter la flambée de colère, ils cherchent à diviser. Aux médecins débordés par les tâches administratives et comptables, Philippe promet un « *choc de simplification* ». Pour les flatter (et s'attirer les grâces de quelques mandarins), il leur promet une plus grande place dans la « *gouvernance* » des hôpitaux, ce qui revient à les inviter à gérer la misère.

Aux soignants, il annonce une revalorisation salariale « *significative* » (sans préciser les montants), oubliant ainsi tous les personnels hospitaliers non soignants. Comme si les agents administratifs n'étaient pas aussi mal payés que les soignants ! Comme si ceux et celles qui travaillent dans les blanchisseries, qui traitent les déchets contaminés des hôpitaux, ou qui nettoient les chambres des malades n'étaient pas, eux aussi, en première ligne !

Pour comble, le gouvernement évoque de nouvelles attaques. Pour faire face au sous-effectif, syndicats et collectifs demandent des embauches. Philippe répond que « *la question du temps de travail n'est pas taboue* ». Donc pas d'embauches, mais travaillez plus (sans être sûrs de gagner plus !) : on connaît la chanson. Mais les hospitaliers, déjà exténués et qui croulent sous les heures sup (la plupart du temps même pas payées), veulent juste un salaire décent. Et leurs revendications sont celles de tout le monde du travail !

### **Un « pognon de dingue »... pour qui ?**

Macron, qui en somme, prétend vouloir investir un « *pognon de dingue* » dans les hôpitaux, n'arrose en fait que les actionnaires. Si l'hôpital était une entreprise du Cac 40, le gouvernement l'aurait déjà sauvé. Ainsi, tout en avouant qu'il ne va pas s'opposer aux licenciements ni aux fermetures d'usines, il s'apprête à sortir des milliards pour renflouer Renault. Mieux : il annonce déjà de nouvelles baisses d'impôts pour les entreprises industrielles !

**Alors, pour le grand patronat, la politique du gouvernement est à coup sûr la meilleure possible. Du point de vue des « premiers de corvée », dans les hôpitaux et sur tous les lieux de travail, il faut juste faire... l'inverse. Aux actionnaires de payer ! 300 euros pour tous ! Interdiction des licenciements ! Partage du travail entre tous !**

## ***Nous ne ferons pas les frais de leur crise !***

Les patrons de la chimie, comme leurs homologues des autres branches, déconfinent leurs mauvais coups.

Le PDG d'Arkema a annoncé 100 millions d'économies sur les investissements et 50 millions sur les « frais fixes » (comprendre, entre autres, les salaires).

Domo, qui a tout récemment racheté le site de Belle-Étoile à Solvay, parle de 66 postes supprimés dans le monde dont 58 en France. Des « synergies » à faire consécutivement au rachat ? Ce sera sans doute, l'argument des patrons, et ça n'explique pas pourquoi ce serait aux salariés d'en payer la note.

Et Solvay a dégainé un premier plan social qui touche la division Matériaux composites. Sont dans le viseur 2 usines en Angleterre et aux États-Unis et 570 postes dans le monde. La direction dit vouloir économiser 60 millions d'euros : une paille par rapport aux 400 millions d'euros de dividendes que les actionnaires viennent de toucher. Et pour les salariés laissés sur le carreau ? Promesse de toucher... la charité dispensée par le fonds de solidarité Solvay, lui-même alimenté par les dons des actionnaires.

Toutes ces attaques sont justifiées de la même manière par les directions : les résultats du début d'année n'ont pas été aussi bons que prévus, et les temps à venir seront plus sombres encore. Cet argument ne vaut pas un clou : les patrons accumulent des montagnes de profits depuis des années ! Ils ne veulent pas mettre la main à la poche. Notre raisonnement doit donc être tout aussi simple : ce n'est pas à nous de faire les frais de leur crise !

## ***JeDisColère***

Depuis début mai, des centaines d'hospitaliers, en Ile-de-France et ailleurs, crient leur colère dans et devant leur hôpital. Pour certains c'est tous les jeudis comme à Robert-Debré (Paris), d'autres le mercredi, d'autres le mardi, comme à l'Hôpital Édouard Herriot ici.

Des préavis de grèves sont déposés, des assemblées générales ont lieu. De plus en plus nombreux à se rassembler, les travailleurs de l'hôpital scandent leurs revendications pour le monde d'après : augmentation immédiate des salaires, embauches massives, à commencer par tous les CDD.

Réagissant à la proposition de loi En Marche qui permettrait à des salariés de donner des jours de congés aux hospitaliers que ceux-ci pourraient utiliser comme chèque vacances, une infirmière lyonnaise a répondu : "Je ne veux pas voler les RTT des gens [...] Ça veut dire que je suis pauvre? Que je peux même pas me payer des vacances moi-même?" Déshabiller Pierre pour habiller Paul, voilà la solution En Marche. Les hospitaliers répondent avec la seule solution qui vaille : la lutte collective !

## ***L'Étincelle revient***

Confinement oblige, nous avons suspendu la diffusion de l'Étincelle, pour que les idées révolutionnaires ne soient pas, malgré elles, des vecteurs de propagation du virus. L'épidémie n'est pas finie, et si nous reprenons les diffusions, ce n'est pas sans prendre les mesures de précaution qui s'imposent.

Il est vital de démasquer les patrons et le gouvernement qui marchent main dans la main pour préserver les profits au détriment de notre santé, de nos conditions de travail et de nos emplois. Pour cela, nous alimentons régulièrement notre site internet <https://www.convergencesrevolutionnaires.org/> pour se donner des armes et préparer les luttes à venir !

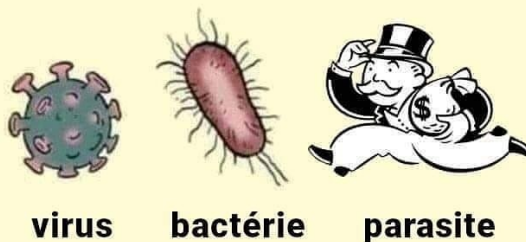
## ***Hong-Kong : manifestation contre le confinement des libertés***

À Hongkong, pour lutter contre le Covid-19, les rassemblements à plus de huit personnes sont interdits. Pourtant, ce dimanche 24 mai, des milliers de personnes sont descendues dans les rues et ont affronté la police. Les messages qui circulaient via *Telegram* appelaient à manifester contre un projet de loi sur la « protection de la sécurité nationale » au nom de laquelle le gouvernement chinois enferme ceux qui osent le critiquer.

Depuis 1997 et la rétrocession d'Hongkong, auparavant colonie britannique, à la Chine, le gouvernement de Pékin cherche à museler une population qui jouit d'une

plus grande liberté que sur le reste du territoire. Le gouvernement chinois comptait peut-être sur la peur du Covid-19 pour empêcher toute riposte collective à ses nouvelles attaques... C'est raté !

## **SACHEZ LES RECONNAITRE**



**virus**

**bactérie**

**parasite**

*Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !*

*Pour nous contacter : [etincelle.69@hotmail.fr](mailto:etincelle.69@hotmail.fr)*

*Notre site internet : <https://www.convergencesrevolutionnaires.org/>*